

Éphémérides G.L. – Semaine du 10 au 16 novembre 2012

RESUME : En RDC, l'insécurité dans l'est du pays, à propos de laquelle le docteur Mukwege, réfugié provisoirement en Belgique suite à la tentative d'assassinat contre lui, a mis en relief les responsabilités congolaises au cours d'une conférence au Parlement européen ([RDC_12](#)), continue à être au-devant de l'actualité. D'abord bien sûr dans le chef du M23 qui accuse les FARDC d'avoir rompu la trêve ([RDC_2](#)) et qui, tentant de percer dans le territoire de Masisi avec l'aide d'autres groupes armés ([RDC_11](#)), a été attaqué par les FARDC près de Goma, combats qui auraient fait plus de 100 morts parmi les rebelles : les versions varient cependant sur qui a lancé les combats. ([RDC_13](#)). En fin de semaine, les combattants restaient toutefois sur leurs positions, tandis que de nouvelles vagues de déplacés se dirigeaient vers le Rwanda ou surtout vers les camps de réfugiés proches de Goma ([RDC_13_1](#)). Sur le plan diplomatique, l'Ouganda, dont le président confirme avoir eu des contacts avec les mutins ([OUG_1](#)), a fermé ses frontières avec la RDC dans la région de Bunagana ce qui est interprété soit comme un signal positif, soit comme le résultat de sa « fâcherie » avec le contenu du rapport du Groupe d'experts des N.U. : quoi qu'il en soit, les populations locales craignent une augmentation des prix du fait de cette fermeture ([OUG_2](#)). Du côté du Rwanda, où l'ancien patron des Verts australiens a été empêché d'entrer dans le pays pour rencontrer ses homologues dont le président a été assassiné ([RWA_4](#)), des responsables religieux réfutent ce rapport dont on trouvera ici la dernière version qui n'avait pas encore été rendue publique ([RWA_2](#)). Par contre, du côté congolais, les coordinations des sociétés civiles de plusieurs provinces de l'est exigent des sanctions contre ce pays ([RDC_4](#)), tandis que le gouverneur du Nord Kivu affirme que le gouvernement congolais n'a jamais envisagé une négociation avec le M23 ([RDC_8](#)) et que le ministre porte-parole du gouvernement déclare qu'il convient de ne pas rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda et de maintenir un « contact minimal » avec lui ([RDC_30](#)). Du côté américain et du côté de l'ONU, le chef militaire du M23, Sultani Makenga, a été placé sur la liste noire des personnes sanctionnées pour sa participation au conflit dans l'est (interdiction de voyage, gel des avoirs, etc.) ([RDC_27](#)), une mesure qui est jugée insuffisante par le gouvernement congolais ([RDC_28](#)), tandis que l'intéressé se déclare innocent des accusations d'exactions portées contre lui ([RDC_29](#)). Du côté belge, le ministre des Affaires étrangères et celui de la défense ont décidé de suspendre la coopération militaire – qui est minimale – avec le Rwanda ([RWA_3](#)). Enfin, on signalera que la BAD estime que les bailleurs de fonds doivent lever les sanctions liées au soutien du M23 par le Rwanda

[\(RWA_1\)](#).

Mais l'insécurité concerne aussi d'autres groupes armés et d'autres régions. Au Nord Kivu, où le conseil de sécurité a donné 15 jours à tous les groupes armés pour déposer les armes ([RDC_3](#)) et où au moins 300 personnes dont 83 enfants ont été massacrés par des groupes armés depuis avril selon un rapport de l'ONU ([RDC_10](#)), des attaques meurtrières attribuées au M23 ou au FDLR ont eu lieu dans le territoire de Rutshuru ([RDC_1](#)). Par ailleurs, des Maï-Maï FDC (Front de défense des Congolais) ont attaqué et incendié des habitations dans le territoire de Masisi ([RDC_5](#)), tandis que deux casques bleus ont été blessés dans un échange de tir avec les Maï-Maï Sheka en territoire de Walikale ([RDC_6](#)) et que 4 élèves ont été tués lors d'une manifestation de colère dans le territoire de Beni ([RDC_7](#)). Au Sud Kivu, on signalera qu'un officier dissident et plusieurs chefs des milices Raïa Mutomboki et Maï-Maï Nyatura (Hutu congolais) se sont rendu aux FARDC ([RDC_9](#)). Ailleurs en RDC, on mentionnera que des hommes armés non identifiés ont pillé, violé et pris en orage des personnes dans le territoire de Watsa en Province Orientale ([RDC_14](#)). Au Nord Katanga, une ONG des droits de l'homme demande un déploiement des casques bleus dans les territoires de Malemba Nkulu, Pweto et Manono où les populations sont toujours victimes des Maï-Maï ([RDC_15](#)). Enfin, au Kasai Oriental, l'administrateur du territoire de Katakombé demande une présence des FARDC pour protéger les populations contre les Maï-Maï d'un certain commandant Koms qui sèment la terreur dans le district du Sankuru ([RDC_16](#)).

Dans le domaine politique, les cours d'appel de Matadi et de Kisangani ont entamé l'examen du contentieux électoral dans la foulée des requêtes de la majorité présidentielle qui conteste la victoire de deux candidats au poste de gouverneurs indépendants dans la Province Orientale et dans celle du Bas Congo : celle de Matadi a rejeté la requête d'un des candidats ([RDC_17](#)). Dans d'autres provinces, un nouveau président de l'Equateur, dont la capitale est privée d'électricité depuis plusieurs mois ([RDC_25](#)), a succédé au précédent qui avait été démis par les députés, une affaire qui avait bloqué les travaux de l'assemblée provinciale depuis le mois d'avril ([RDC_18](#)). Au Nord Kivu, les mandats des nouveaux députés du Masisi, élus dans la confusion d'élections entachées d'irrégularités, n'ont toujours pas été validés ([RDC_19](#)). À l'Assemblée nationale, le budget 2013 a fait l'objet de critiques de la part de l'opposition qui dénoncent le faible niveau des recettes, l'inégalité des ressources octroyées aux différentes provinces et l'insuffisance des moyens dans certains secteurs, mais aussi et implicitement dans le chef de tous les députés, leur niveau de rémunération, tandis que les fonctionnaires réclament l'application des accords passés en matière de

salaires ([RDC_20](#)). Par ailleurs, l'opposition a quitté les discussions au sein de la commission spéciale chargée de réfléchir sur la réforme de la CENI ([RDC_22](#)). Enfin, toujours à l'Assemblée nationale, le chef du MLC a lu un appel de Jean-Pierre Bemba qui, depuis sa prison à La Haye, appelle ses compatriotes à mettre fin à la guerre dans l'est ([RDC_21](#)).

Dans le domaine de la justice, l'ONG Renadhoc, qui se déclare consternée par la situation des droits humains en RDC, a déclaré continuer à se maintenir comme partie civile dans le procès Chebeya ([RDC_23](#)). Par ailleurs, une trentaine de membres de la garde présidentielle, dont certains sont en fuite, ont été condamnés dans le cadre de l'attaque de l'aéroport de Lubumbashi en février 2011 par un mouvement indépendantiste katangais ([RDC_24](#)).

Dans le domaine des relations extérieures, on mentionnera le fait que le Premier ministre congolais se trouve en visite officielle à Paris où il doit discuter des questions de sécurité, du climat des affaires, de démocratie et de droits de l'homme, des matières dans lesquelles, selon lui, la RDC a enregistré des progrès ([RDC_26](#)).

UGANDA

Relations extérieures

([UG_1](#)) Sunday Monitor – 11/11

President Museveni has been in touch with the Congolese rebel group, the M23, and told them to stop fighting, Defence Minister Crispus Kiyonga has revealed.

Dr Kiyonga told the Sunday Monitor, in an exclusive interview, that secret meetings have been going on between Ugandan authorities and the rebels fighting President Joseph Kabila's government, following a request by the Secretary General of International Conference for Great Lakes Region, Mr Ntumba Luaba. The request came after the M23 rebels threatened to attack Goma town.

“We reached out to them and we have been having quiet contact with them for two reasons. The first reason was to insist that they stop fighting and secondly, to try and understand why they are fighting,” Dr Kiyonga said, “These people are rebels. You need to get their confidence. So, the agreement was that our contact with them should be discreet,” Dr Kiyonga said. “In this case, the quiet contact was appropriate. You can't conduct matters of the rebels in the press. But it was sufficient that all key parties knew what was going on. This was not our initiative, we were contacted and requested to make these contacts discreet.”

The revelation by the minister comes at a time when Uganda is fighting to clear its name with the United Nations, who, in a leaked report, accused Uganda of supporting the rebel group.

In reponse, Uganda has threatened to pull out of the Somalia peacekeeping mission, unless the allegations against it are withdrawn. ICT Minister, also former UN Representative, Ruhakana Rugunda, delivered Uganda's protest letter to the UN last week.

Dr Kiyonga said allegations that Uganda supports the rebels could have been as a result of "misreading" of the meeting between Ugandan authorities and the rebels. "Whatever we get from them, we share with the summit members. I think there are some leakages that these contacts were ongoing and because they are quiet contacts, people say Uganda is now training them politically and giving them political cover," he said. "That's not our intention. What we are doing is known to the UN and President Kabila's government."

President Museveni is the chairman of ICGLR and has organised and chaired four heads of state meetings in an effort to bring to an end the fighting in eastern Congo. But the allegations in the leaked UN report that Uganda and Rwanda support M23 rebels threaten to derail these efforts, with questions being raised whether Uganda has the moral authority to continue leading talks between Kinshasa and the rebels.

(OUG_2) Reuters – 14/11

L'Ouganda a fermé ce mardi un important point de passage à la frontière avec la RDC, le gouvernement de Kinshasa ayant accusé les rebelles congolais du M23 de taxer illégalement les biens en provenance d'Ouganda.

« Le gouvernement de RDC s'est plaint officiellement que nous gardions un poste-frontière ouvert à Bunagana et permettions à une organisation illégale de taxer les biens importés », a déclaré Felix Kulayigye, un porte-parole de l'armée ougandaise. Il n'a pas indiqué quand la frontière pourrait être rouverte.

Cette fermeture apparaît comme un geste de bonne volonté de Kampala à l'égard de son voisin après un rapport des Nations unies qui accusait des responsables ougandais et rwandais de soutenir les rebelles du M23. Le point de passage de Bunagana, situé dans le Nord-Kivu en RDC, est essentiel au commerce de la région et de nombreux réfugiés congolais l'empruntent pour fuir les combats entre insurgés et forces gouvernementales.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/14/rebellion-du-m23-louganda-ferme-sa-frontiere-avec-la-rdc/>

http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2012/11/121113_uganda_closes_border_with_drc.shtml

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/15/rdc-la-fermeture-de-la-frontiere-de-bunagana-coupe-les-fonds-du-m23-selon-lambert-mende/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/15/fermeture-de-la-frontiere-de-bunagana-la-population-craint-une-escalade-des-prix/>

RDC

Sécurité, Armée...

- **Kivu**

(RDC_1) Radio Okapi – 10/11

Neuf personnes ont été tuées ce samedi 10 novembre tôt dans la matinée à Ruvumbura dans le territoire de Rutshuru. Plusieurs personnes ont également été blessées et six filles violées. Des sources locales attribuent cette attaque à des combattants de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23). D'autres sources parlent plutôt d'une incursion des rebelles rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Ces assaillants ont investi la localité à 5 heures locales, assurent les mêmes sources qui affirment que les assaillants ont pillé plusieurs habitations avant de se retirer. L'on ignore encore les raisons de cette attaque.

(RDC_2) AFP – 10/11

La rébellion congolaise du Mouvement du 23 mars (M23) a accusé l'armée, qui dément, d'attaquer depuis jeudi ses positions dans l'est de la RDC et menace de "riposter" si l'offensive se poursuit, a-t-on appris samedi auprès des rebelles.

"Depuis deux jours, l'armée congolaise nous attaque. Vendredi, elle a tué dix civils et des policiers du M23 sur l'axe de Kitagoma, à 90 kilomètres de Goma, à la frontière avec l'Ouganda", a déclaré le porte-parole de la rébellion, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, à l'AFP. Une version démentie par l'armée régulière. "Nos troupes ne sont pas engagées dans un quelconque combat dans la zone. Nous savons que ce sont eux qui ont tué ces gens, plus de sept personnes, vers Kitagoma", a affirmé un officier supérieur des Forces armées de la RDC (FARDC) à Ishasa, un important poste-frontière avec l'Ouganda. "Nous sommes juste ici, à Ishasa. Kitagoma, c'est en direction de Bunagana" - un autre grand poste-frontière avec l'Ouganda où s'est installé le président du M23, Jean-Marie Runiga, et ce sont eux qui contrôlent la zone là-bas", a-t-il ajouté.

"Le M23 ne peut pas le tolérer une telle situation. Le M23 a accepté la trêve (...). Par conséquent, il ne peut pas accepter que des gens soient tués et surtout les attaques sur nos positions. Nous mettons en garde le gouvernement de Kinshasa que nous allons riposter", a menacé le lieutenant-colonel Kazarama.

Lire aussi sous :

[http://bigstory.ap.org/article/congo-rebels-say-government-forces-attack?](http://bigstory.ap.org/article/congo-rebels-say-government-forces-attack?fb_action_ids=546380942055117&fb_action_types=og.likes&fb_source=other_multiline&action_object_map={%22546380942055117%22%3A519374558074880}&action_type_map={%22546380942055117%22%3A%22og.likes%22}&action_ref_map=[])

[fb_action_ids=546380942055117&fb_action_types=og.likes&fb_source=other_multiline&action_object_map={%22546380942055117%22%3A519374558074880}&action_type_map={%22546380942055117%22%3A%22og.likes%22}&action_ref_map=\[\]](http://bigstory.ap.org/article/congo-rebels-say-government-forces-attack?fb_action_ids=546380942055117&fb_action_types=og.likes&fb_source=other_multiline&action_object_map={%22546380942055117%22%3A519374558074880}&action_type_map={%22546380942055117%22%3A%22og.likes%22}&action_ref_map=[])

<http://congosiasa.blogspot.be/2012/11/from-cndp-to-m23.html>

(RDC_3) Radio Okapi – 10/11

Le conseil de sécurité du Nord-Kivu a lancé, vendredi 9 novembre, un ultimatum de quinze jours à tous les groupes armés actifs dans le territoire de Masisi pour déposer les armes et intégrer les Forces armées de la RDC (FARDC). Le chef d'Etat major des forces terrestres, le commandant de brigade de la 8ème région militaire, les chefs provinciaux de la police et de l'Agence nationale de renseignements (ANR) ont assisté à ce conseil présidé par le gouverneur de la province, Julien Paluku.

Au terme de l'ultimatum, ces miliciens disposeront de cinq jours supplémentaires pour déposer leurs armes. Le conseil provincial de sécurité a décidé que, dépassé le 30 novembre, les militaires congolais vont traquer les groupes armés actifs dans le territoire de Masisi.

Avant la fin de l'ultimatum, les leaders des communautés ethniques de Masisi sont invités à sensibiliser les groupes armés réticents à toute intégration dans l'armée congolaise à déposer les armes. Ces miliciens qui vont déposer les armes doivent être pris par en charge par le gouvernement provincial du Nord-Kivu. Avant leur intégration, ils sont censés être cantonnés dans différents centres de transit et de regroupement.

En septembre dernier, trois groupes armés de Masisi ont manifesté, jeudi 27 septembre à Goma, leur volonté d'intégrer l'armée congolaise. Il s'agissait de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) du Colonel Janvier, de la milice hutu Nyatura et des Forces de défense du Congo (FDC). Au mois d'octobre, les combattants du groupe Nyatura qui avaient accepté de déposer les armes ont été regroupés dans un centre à Mushaki avant d'intégrer l'armée. Ceux de l'APCL qui sont regroupés à Nyabondo au sud de Masisi-centre attendent encore leur intégration.

(RDC_4) Radio Okapi – 11/11

À l'issue d'un atelier de deux jours organisé à Goma au Nord-Kivu sur la situation sécuritaire en RDC, les coordinations de la société civile des provinces du Maniema, de la Province Orientale, du Katanga, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont exigé dimanche 11 novembre au comité des sanctions de l'ONU de punir le Rwanda, accusé d'agresser et d'occuper une portion du territoire congolais.

« Le comité des sanctions doit adopter des sanctions conséquentes à l'endroit des autorités rwandaises impliquées dans l'agression de la RDC, obliger l'armée rwandaise de se retirer sans délais du sol congolais sans conditions et voter une résolution demandant la CPI à poursuivre les responsables des graves violations des droits de l'homme et des crimes de guerre », a déclaré John Masimango de la société civile du Maniema.

Il a ajouté que le comité des sanctions de l'ONU devra également élargir le mandat de la MONUSCO en faisant de sa mission celle d'imposition de la paix en vue de la charger d'éradiquer dans un bref délai les groupes armés opérant en RDC comme le Mouvement du 23 mars, (M23), les rebelles rwandais des FDLR, les ADF/NALU et autres milices locales assimilées aux forces négatives.

Parlant des rebelles du M23, John Masimango, propose qu'ils soient traduits à la Cour pénale internationale (CPI) et jugés pour « des graves violations de droits de l'homme et des crimes contre l'humanité ».

(RDC_5) Radio Okapi – 12/11

Des miliciens Maï-Maï FDC (Force de défense du Congo) ont tué, dimanche 11 novembre, deux hommes qui fabriquaient de la boisson alcoolique traditionnelle dans leurs champs, dans la localité de Ngote, près de Katala à 15 km du chef-lieu du territoire de Masisi (Nord-Kivu). Après leur forfait, ces combattants communément appelés « guide » ont ensuite incendié plusieurs maisons à Mashaki, Muchacha, Kilimaji, Shango dans le secteur d'Osso Banyungu et en groupement Buhabo et Bihiri.

Selon l'administrateur adjoint du territoire de Masisi, les habitants des villages attaqués ont fui vers Lushebere, Katale, Bihambwe. Les militaires basés à Katale seraient à la poursuite des miliciens, indiquent des villageois.

Jusqu'à ce lundi 12 novembre dans la matinée, certaines maisons étaient encore en feu. Les corps des victimes ont été acheminés au bureau du territoire de Masisi où un calme apparent règne en ce moment dans cette région, ajoute l'administrateur.

Les tueries se poursuivent à Masisi alors que vendredi dernier le Conseil de sécurité du Nord-Kivu avait donné un ultimatum de quinze jours à tous les groupes armés actifs dans ce territoire pour déposer les armes et intégrer les Forces armées de la RDC (FARDC). Au terme de l'ultimatum, ces miliciens disposeront de cinq jours supplémentaires pour déposer leurs armes. Le Conseil provincial de sécurité a décidé que, dépassé le 30 novembre, les militaires congolais vont traquer les groupes armés actifs dans le territoire de Masisi.

(RDC_6) AFP – 13/11

Deux Casques bleus sud-africains de la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (Monusco) ont été blessés par balle lundi lors d'un échange de tirs entre l'armée et une milice dans l'est du pays, a-t-on appris mardi auprès de la Monusco. Le calme était revenu dans la zone mardi matin, a-t-on appris de même source.

Lundi, vers 05h00 du matin (04h00 HB), des éléments de la milice Maï-Maï Sheka ont attaqué les Forces armées congolaises à Pinga, une localité du territoire de Walikale, selon la Monusco et la Société civile du Nord-Kivu, un regroupement d'ONG. "Des populations ont fui dans la brousse et d'autres sont venues dans notre base opérationnelle pour chercher refuge, et c'est ainsi que le contingent sud-africain s'est déployé pour protéger ces populations", a expliqué le porte-parole militaire de la Monusco, le lieutenant-colonel Prosper Basse, à l'AFP.

Dans les échanges de tirs entre l'armée congolaise et les Maï-Maï Sheka "nos deux éléments ont été blessés: l'un par balle, et l'autre par éclat. Ils ont été évacués vers l'hôpital de Goma", le chef-lieu du Nord-Kivu, a-t-il ajouté. "Leur situation est stable et ils sont hors de danger", a indiqué le porte-parole. Pour l'heure, "il n'a pas été fait mention d'un quelconque blessé civil", mais un soldat des Forces armées congolaises est "décédé" et la Monusco a évacué sur Goma "entre une quinzaine et une vingtaine de blessés" de l'armée, a indiqué le porte-parole, précisant qu'il ne disposait pas encore de bilan pour la milice.

La milice d'autodéfense de Sheka Ntabo Ntaberi est accusée d'avoir participé, avec les rebelles hutus des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et d'ex-miliciens déserteurs de l'armée, aux viols de près de 400 personnes lors de l'attaque de treize villages entre le 30 juillet et le 2 août 2010 près de Walikale.

Les combats de lundi ont duré jusqu'aux environs de 12h00, puis il y a eu des coups de feux sporadiques. La Monusco a déployé des hélicoptères d'attaque pour surveiller la situation et des "unités de déploiement rapide" ont été transférées de Goma à Pinga en renfort.

(RDC_7) Radio Okapi – 13/11

Quatre élèves de l'école primaire Mahano, Instituts Mavivi et Kaindinya sont tombés, mardi 13 novembre, sous les balles des policiers et des militaires déployés à Kantine, localité située à 50 km à l'Ouest de Beni, pour mater une manifestation de colère des élèves. Ces derniers voulaient lyncher les parents de leur collègue décédé la nuit dernière les accusant de l'avoir tué grâce à des pratiques sorcières. Neuf autres élèves ont été blessés au cours d'une répression des policiers et militaires que les témoins qualifient de violente.

Omar Kavota, le porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, a dénoncé le «dérapage et manque de professionnalisme» des forces de l'ordre qui ont tiré à balles réelles dans la foule. Il demande à l'auditorat de Beni d'ouvrir une enquête et de sanctionner les responsables de ces meurtres.

Pour sa part, l'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda, reconnaît la situation mais ne confirme pas le nombre de morts. Il affirme qu'une équipe d'autorités civiles et militaires s'est rendue sur place pour calmer la tension.

(RDC_8) ACP – 13/11

Le Gouvernement de la RDC n'a jamais envisagé de négociations avec les rebelles du Mouvement du 23 mars, classé parmi les forces négatives, a déclaré le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, au cours d'un point de presse mardi à Goma.

Le Chef de l'Exécutif Provincial qui passait également en revue la situation générale de sa juridiction, est largement revenu sur les différentes étapes ainsi que les démarches entreprises pour mettre définitivement un terme au cycle infernal des conflits à la base de l'instabilité au Nord-Kivu. Partant des sommets qui se sont succédés de juillet à octobre écoulés, notamment à Addis-Abeba en Ethiopie et dans la capitale ougandaise, Kampala, Julien Paluku a tracé une nette différence entre les consultations voulues, sur décision des chefs d'Etat, par le Président de la CIRGL afin qu'il se fasse une idée nette des revendications réelles du M23.

À Kampala, le président en exercice de la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs, l'Ougandais Museveni, avait reçu mandat d'écouter seulement le M23, ce qui fut fait pendant que la partie des officiels congolais ne s'est limitée qu'à lui expliquer les avancées notables enregistrés, point par point, dans la mise en application des Accords du 23 mars. A cette occasion, la partie congolaise a prouvé la bonne fois du Pouvoir de Kinshasa de concrétiser les accords, contrairement aux revendications du M23. L'enregistrement du Congrès National pour la défense peuple, CNDP, sur la liste des partis politiques agréés en RDC, l'intégration au sein des FARDC des 4.566 éléments ex-CNDP sur les 6.263 initialement déclarés, la libération de 182 prisonniers ainsi que l'attribution de la quasi-totalité des postes de commandement à bien d'officiers issus de cet ancien groupe armé, la mise sur pied des structures de conciliation notamment les comités locaux permanents de conciliation (CLPC) constituent les avancées significatives majeures portées par la partie congolaise à la connaissance du Président Ougandais Yoweri Kaghuta Museveni.

Cet exercice d'éclaircissement à la personne du Chef de l'Etat ougandais dont le pays a abrité trois des quatre sommets sur la RDC, ne doit en aucun cas être considéré comme une quelconque négociation avec le M23 a, en substance, signifié le gouverneur Julien Paluku qui, avant de répondre aux préoccupations des journalistes, s'est également appesanti sur les questions sécuritaires, humanitaires et économiques prévalant dans sa juridiction, le Nord-

Kivu.

(RDC_9) Radio Okapi – 14/11

Un officier dissident de l'armée congolaise, colonel Albert Kahasha alias Foka Mike, et plusieurs chefs miliciens des Raïa Mutomboki et des Nyatura, trente-cinq personnes au total, se sont rendu, mardi 13 novembre à Bukavu, aux Forces armées de la RDC (FARDC). La cérémonie s'est passée en présence du gouverneur Marcellin Cishambo et une délégation de députés nationaux élus du Sud-Kivu.

Le colonel dissident a promis que ses hommes restés dans la brousse allaient bientôt rejoindre l'armée. Les chefs miliciens ont fait la même promesse. Les responsables de la 10ème région militaire ont annoncé que ces hommes vont être regroupés dans un site qui sera « prochainement aménagé ».

Pour Marcellin Cishambo, cette reddition présage un retour à la paix dans la province. « C'est plus qu'un sentiment de joie qui m'anime », s'est-t-il réjoui. Interrogé sur l'intégration de ces hommes dans l'armée, le gouverneur a affirmé que la question relève de la compétence des autorités de l'armée. « Ce n'est pas moi qui intègre, il y a une équipe au sein de l'armée qui s'occupe de ce genre de situation », a-t-il soutenu.

Le Colonel Albert Kahasha était le commandant du 808ème régiment des FARDC déployé à Oïcha au Nord-Kivu. Il avait déserté les rangs de l'armée régulière au mois de janvier avec plusieurs de ses hommes. Il avait également emporté des armes et des munitions.

(RDC_10) AFP – 14/11

Près de 300 personnes, dont 83 enfants, ont été exécutées arbitrairement par des groupes armés en RDC entre avril et septembre, selon une enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme dans la province du Nord-Kivu publiée mercredi à Genève.

Selon un communiqué du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, "au moins 264 civils, dont 83 enfants, ont été arbitrairement exécutés par des groupes armés au cours de plus de 75 attaques de village massives". "Les violations systématiques des droits de l'homme commises par ces groupes armés, y compris le meurtre de tant d'enfants, sont les plus graves que nous avons constatées ces derniers temps en RDC", a déclaré la Haut Commissaire aux droits de l'Homme, Mme Navi Pillay. "Les autorités congolaises doivent prendre des mesures immédiates pour protéger les populations civiles et lutter contre l'impunité persistante qui ne sert qu'à encourager les tueurs", a-t-elle ajouté.

L'ONU se base sur un rapport rédigé après 6 missions d'enquête et plus de 160 entretiens avec des victimes de ces violences.

(RDC_11) AFP – 14/11

La rébellion Mouvement du 23 mars (M23) tente de gagner du terrain dans l'est de la RDC en s'alliant à d'autres groupes armés actifs dans la région, a estimé mercredi la Mission de l'ONU en RDC (Monusco).

Le M23 "tente une percée pour aller dans le Masisi", un territoire voisin, plus à l'ouest, d'où

une partie des rebelles était partie pour regagner le Rutshuru, a affirmé le lieutenant-colonel Prosper Basse, porte-parole militaire de la Monusco. Mais le déploiement de l'armée "bloque toute avancée" et les mutins "tentent de nouer des alliances avec d'autres groupes armés du Masisi" car ils n'ont pas la "capacité de se déployer aussi loin de leurs bases traditionnelles".

Selon lui, ils essaient aussi de s'allier à des groupes armés des territoires de Lubero, au nord de leurs positions, et de Walikale, plus à l'ouest. Leur objectif est de "mener une guerre par procuration" pour "déstabiliser" l'armée, soutenue sur le terrain par la Monusco, a-t-il précisé.

Lire aussi sous :

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iMoRK6POc-rO2H4ybJU1mFDPXpkQ?docId=CNG.84e8d23ed9b13a05c5fa1aa77f08d363.71>

(RDC_12) Belga – 14/11

Le gynécologue congolais Denis Mukwege, réputé pour son aide aux femmes violées et qui a trouvé refuge en Belgique après une tentative d'assassinat fin octobre à Bukavu, a appelé mercredi les autorités de Kinshasa à restaurer leur autorité sur l'est de leur territoire pour mettre fin aux violences, notamment sexuelles qui touchent les femmes.

"Il faut une réforme du secteur de sécurité" (armée et police), a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse au Parlement européen à Bruxelles, dénonçant l'"absence de volonté politique" de changer les choses dans l'est du Congo, en proie à des violences chroniques depuis près de deux décennies, et de régler le problème des rebelles hutus rwandais qui s'y sont réfugiés depuis le génocide de 1994.

Mais il y a aussi une "responsabilité congolaise" dans les troubles dans l'est, a affirmé le médecin, invité par les eurodéputés belges Isabelle Durant et Louis Michel, qui suivent tous deux de près la situation dans la région des Grands Lacs. "On ne peut parler de sécurité sans état de droit. Nous, Congolais, nous devons nous prendre en charge et dénoncer ce qui se passe", a ajouté le Dr Mukwege,

Voir la vidéo de la rencontre sous ;

<http://www.cheikfitanews.net/categorie-1027294.html>

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/16/rdc-dr-denis-mukwege-appelle-lintensification-de-la-lutte-contre-les-violences-sexuelles/>

(RDC_13) AFP – 15/11

Des combats ont éclaté jeudi matin entre l'armée et la rébellion Mouvement du 23 mars (M23) près de Goma, a appris l'AFP auprès des belligérants, qui s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités.

Vers 05H00 (04h00 HB), l'armée a lancé des "offensives contre les éléments du M23 dans ses positions sur les axes de Rugali, à 30 kilomètres de la ville de Goma", chef-lieu de la province du Nord-Kivu, indique un communiqué de la rébellion, dénonçant une rupture de la trêve relative qui était observée. "Les FARDC (Forces armées de la RDC) ont progressé pour nous attaquer (...) nous sommes obligés de nous défendre", a affirmé jeudi le porte-parole militaire

du M23, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, à l'AFP, annonçant une riposte qualifiée d'"auto-défensive" .

L'armée a démenti cette version. "Nous ne les avons pas attaqués, c'est un prétexte, et nous savions qu'ils étaient en train de renforcer leurs positions depuis plus de deux semaines", a affirmé le porte-parole militaire pour le Nord-Kivu, le lieutenant-colonel Olivier Hamuli. "Cela fait plus d'une semaine qu'ils ont menacé de faire la guerre. Le communiqué n'est qu'un prétexte que nous avons considéré comme une déclaration de guerre. On nous a attaqués, nous sommes en train de reprendre nos positions", a ajouté cet officier, assurant que les combats avaient commencé vers 08H00 (07h00 HB).

À Goma, qui compte 300.000 habitants et accueille de nombreuses ONG, les écoles ont été fermées à midi, a indiqué une source occidentale.

"Les gens sont en train de vivre la peur au ventre", a confié Omar Kavota, porte-parole de la fédération d'ONG Société civile du Nord-Kivu. Plusieurs camps de réfugiés ceinturent la ville de Goma, ce qui avait poussé la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC (Monusco) à intervenir avec des hélicoptères pour arrêter l'avancée des rebelles, en juillet dernier.

Avec l'attaque de jeudi, "on observe un afflux de déplacés vers le camp de Kanyarucinya", à une dizaine de kilomètres de Goma, a ajouté M. Kavota.

Dans un communiqué, le responsable politique du M23, Jean-Marie Runiga, a précisé que le bras armé de la rébellion avait pour instruction de "répondre vigoureusement aux attaques de l'adversaire et le repousser le plus loin possible".

En début d'après-midi, le lieutenant-colonel Kazarama a écarté toute idée d'offensive vers la capitale provinciale. "Ce n'est pas notre mission. Nous avons repoussé l'ennemi et nous sommes dans nos positions", a-t-il dit.

Sur le plan militaire, la situation est encore confuse. Selon le lieutenant-colonel Hamuli, des FARDC, les combats ont cessé et l'armée procédait à un "ratissage" de la zone. Mais selon le porte-parole du M23, "l'ennemi continue à larguer des bombes sur nos positions" à Rugari, au nord avec des chars de combat et des hélicoptères, et l'armée a attaqué sur "trois autres axes".

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/15/nord-kivu-reprise-des-combats-entre-les-fardc-les-rebelles-du-m23-kibumba/>

<http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20121115.AFP5103/combats-en-rdc-51-morts-parmi-les-rebelles-du-m23.html>

http://www.lepoint.fr/monde/rdc-113-rebelles-tues-dans-les-combats-pres-de-goma-16-11-2012-1529667_24.php

<http://congosiasa.blogspot.be/2012/11/fighting-north-of-goma-end-of-ceasefire.html>

http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=13492

(RDC_13_1) AFP – 16/11

Les belligérants sont restés sur leurs positions sans combattre vendredi matin au nord de Goma, après des affrontements sanglants la veille, ont indiqué chacun de leur côté l'armée

régulière congolaise et la rébellion du M23. Mais malgré le retour au calme, les réfugiés affluaient sur Goma. Tout est calme, il n'y a pas d'affrontement, tout est revenu à la normale, a affirmé à l'AFP le lieutenant-colonel Olivier Hamuli, porte-parole de l'armée pour la province du Nord-Kivu.

Le colonel Vianney Kazarama, porte-parole militaire du M23, a également annoncé qu'il n'y avait eu aucun tir vendredi matin. Nous sommes revenus dans nos positions de jeudi après avoir repoussé l'ennemi de quelques kilomètres, a-t-il dit.

Jeudi soir, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, avait annoncé à l'AFP que les corps de 113 rebelles du M23 vêtus d'uniformes rwandais avaient été retrouvés sur les lieux des combats.

Le responsable rebelle a affirmé vendredi matin que son mouvement n'avait subi aucune perte mais que deux officiers des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) avaient été tués. Selon lui, le gouvernement ne contrôle pas la situation. D'après le porte-parole du M23, les FARDC restaient présentes sur trois axes et s'ils nous provoquent nous allons riposter.

Dans le centre de Goma, les écoles fonctionnent, les taxis circulent et la population vaque à ses occupations, a constaté un journaliste de l'AFP vendredi.

Dans le nord, proche de la ligne de front et où des écoles avaient fermé, les établissements scolaires et les activités commerciales reprennent dans un climat tendu - la population craignant de nouveaux combats. Une crainte que nourrissent aussi les habitants des localités où se sont déroulés les combats. Vendredi matin encore de nombreuses personnes affluaient ainsi vers le camp de Kanyarucinya, à une dizaine de kilomètres de Goma et qui hébergeait déjà 57.000 déplacés arrivés par vagues depuis juillet. Certains étaient bloqués en zone de combat et profitent de l'accalmie relative pour s'abriter au camp, pensant que les combats peuvent reprendre, a expliqué à l'AFP Jean-Claude Bambanze, président de la société civile du Rutshuru, en visite au camp, situé à 17 kilomètres de la ligne de front. Il y a beaucoup de femmes et d'enfants. Des enfants arrivent seuls, a-t-il précisé. Selon lui, jeudi, des enfants surpris par les combats ont quitté leur établissement à la hâte et sont arrivés au camp encore vêtus de leurs uniformes bleus et blancs.

Globalement, des centaines de déplacés sont arrivés hier (jeudi) au camp à partir de 10h00 du matin (08H00 GMT), avec leurs enfants et leurs animaux de basse-cour, leurs chèvres, leurs moutons et quelques effets personnels, a déclaré à l'AFP un personnel du camp sous couvert d'anonymat. Leur enregistrement est en cours dans le camp où l'accès à l'eau est difficile. Un camp, aussi, dont semblent se rapprocher les rebelles du M23. Nous avons pris jeudi à 02h00 neuf positions autour de Nyiragongo, le territoire où se situe le camp, a affirmé à l'AFP le lieutenant-colonel Kazarama. L'une de ces positions est une colline stratégique d'où nous pouvons voir les positions des FARDC, a-t-il ajouté.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/16/nord-kivu-les-combats-entre-fardc-m23-font-une-dizaine-de-morts-kibumba/>

- **Province Orientale**

(RDC_14) Radio Okapi – 12/11

Depuis deux semaines, onze hommes armés non autrement identifiés braconnent, pillent, extorquent, prennent en otage et violent des femmes et des jeunes filles dans la localité de Mboka ya suka, en territoire de Watsa, à plus de 800 km au Nord-Est de Kisangani (Province Orientale). Ces faits ont été portés à la connaissance des responsables de la société civile du Haut Uélé dans une correspondance que lui ont adressée les prêtres catholiques de Mungbere, dimanche 11 novembre.

Selon le président de la société civile du Haut Uele, ces assaillants opèrent souvent la nuit et mènent des incursions dans les villages voisins de Mboka ya suka et sur les grands axes notamment Isiro-Mungbere et Watsa-Mungbere. Ils utilisent de jeunes gens des villages pour transporter les armes ainsi que les butins de leurs opérations, indique la même source. Selon elle, certains habitants ont fui leurs villages.

La rencontre tenue la semaine dernière à Mboka ya suka entre ces hommes armés et le chef de poste de Mungbere escorté par une équipe de militaires n'a pas mis fin à ces tracasseries.

De son côté, le commissaire de district du Haut-Uélé, Dieudonné Rwabona, qui déclare ne pas être informé officiellement de la présence de ces assaillants promet de rencontrer incessamment le commandant du régiment FARDC de Gombari pour sécuriser cette contrée.

- Katanga

(RDC_15) Radio Okapi – 13/11

Dans une lettre ouverte adressée le samedi 9 novembre au président de la République et au représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en RDC, l'ONG de défense des droits de l'homme Justicia, basée à Lubumbashi, a demandé un déploiement des casques bleus de la Monusco dans les territoires de Mitwaba, Malemba Nkulu, Pweto et Manono, dans la province du Katanga. Pour cette ONG, les populations de ces contrées sont victimes des exactions des miliciens Maï-Maï. Pour le président de cette ONG de droit de l'Homme, Timothée Mbuya, la Monusco a l'obligation d'assister les populations civiles et leurs biens et de contribuer à la consolidation et à la restauration de la paix. « Dans cette partie de la République, la paix est sérieusement mise en cause. Le retour des contingents casques bleu de la Monusco dans ces contrées-là permettrait à ces populations de rentrer. Cela permettrait aussi à ce que la tension visible entre les miliciens Maï-Maï et les FARDC baissent d'un cran et quelques violations des droits de l'Homme connaissent une baisse sensible », a-t-il expliqué.

Pourtant une équipe de casques bleus de la Monusco s'était installée à Mitwaba lundi 15 octobre pour l'opération de reddition des miliciens Maï-Maï. Leur séjour n'a duré que trois semaines. Ils ont quitté la région après le refus des miliciens de rendre les armes.

L'ONG Justicia demande aussi l'implication des organisations humanitaires. Elle trouve inadmissible que celles-ci « ne s'intéressent pas trop à la situation du Nord-Katanga ». Timothée Mbuya affirme que des crimes internationaux et des crimes parmi les plus graves sont en train de s'y commettre.

- Kasai

(RDC_16) ACP – 10/11

L'administrateur du territoire de Katakokombe, Albert Olamba, sollicite le renforcement de la présence des FARDC dans sa juridiction en vue de combattre les Maï-Maï du commandant « Koms » qui sème actuellement la terreur dans ce territoire du district du Sankuru, dans la province du Kasai-Oriental où il opère à la limite de cette province avec celle du Maniema, a-t-on appris le week-end de source proche du gouvernorat du Kasai oriental.

Ces Maï-Maï disposeraient de plusieurs armes de guerre avec lesquelles ils pratiquent notamment le braconnage dans la « réserve naturelle » de la Lomami où vivent des okapis, des bonobos et des paons rendant ainsi cet espace incontrôlable et ingérable, a fait remarquer même source précisant que la police du territoire qui ne dispose que de moins de cinquante éléments est dépourvue des moyens nécessaires pour lancer une véritable offensive contre ces renégats.

Choqué par la présence de ces visiteurs indésirables qui empêchent à la population de vaquer librement à ses occupations, le gouverneur du Kasai oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji, a décidé de tout mettre en œuvre pour que l'autorité de l'Etat soit rétablie sur l'ensemble du Kasai-Oriental.

Vie politique...

(RDC_17) Radio Okapi – 9/11

Les cours d'appel de Matadi (Bas-Congo) et de Kisangani (Province Orientale) ont entamé, ce vendredi 9 novembre, l'examen de contentieux électoraux à la suite de requêtes introduites par la Majorité présidentielle (MP). Elle exige l'annulation du second tour des élections de gouverneur de ces provinces, qui a été remporté par les indépendants Jacques Mbadu (Bas-Congo) et Jean Bamanisa (Province Orientale).

Lire la suite sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/09/elections-de-gouverneurs-du-bas-congo-de-la-province-orientale-la-justice-examine-les-recours-en-annulation/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/16/bas-congo-contentieux-electoral-la-cour-dappel-rejette-la-requete-de-deo-nkusu/>

(RDC_18) Radio Okapi – 10/11

Les députés provinciaux de l'Equateur ont élu ce samedi 10 novembre le nouveau président du bureau de leur assemblée. Gontran Ibambe du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) a été élu avec 59 voix contre 32 pour Vincent Many Bomowoko du PDC. L'élection a été organisée au cours d'une plénière présidée par le doyen des députés provinciaux.

Sur les cent huit députés que compte l'Assemblée provinciale de l'Equateur, quatre-vingt-douze ont pris part à cette élection. Le scrutin a été conduit par la commission politique, administrative et judiciaire qui n'a reçu que deux candidatures. Les deux candidats ont disposé de cinq minutes pour faire leur campagne électorale.

Déclaré vainqueur du vote, Gontran Ibambe a remercié ses collègues et promis « d'être le président de tout le monde ». Au cours de la même plénière, Lofandje Kulube a été élu rapporteur adjoint, poste qui était vacant depuis l'élection du précédent rapporteur à la députation nationale.

Gontran Ibambe succède à Gaston Kiliyo dont les députés réclamaient la démission à la suite de son adhésion à un autre parti politique. Élu député provincial en 2006 pour le compte du Mouvement de libération du Congo (MLC), il s'était présenté aux élections législatives nationales de novembre dernier, sous la bannière du parti politique ADH du gouverneur Jean Claude Baende.

Cette crise a bloqué les travaux à l'Assemblée provinciale depuis l'ouverture de la session parlementaire en cours, en avril dernier.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/10/mbandaka-la-confusion-persiste-lassemblee-provinciale/>

(RDC_19) Radio Okapi – 10/11

La validation des mandats des sept députés nationaux élus de la circonscription de Masisi dans le Nord-Kivu, n'a pas eu lieu, vendredi 8 novembre à l'Assemblée nationale, comme prévu. Le député national José Makila a déposé une motion incidentielle demandant de surseoir à cette validation. Il a évoqué les irrégularités qui ont entaché les élections législatives dans cette circonscription ainsi que les liens qui existeraient entre ces députés et la rébellion du M23, un groupe armé qui sévit au Nord-Kivu depuis le mois de mai dernier. Le bureau de l'Assemblée nationale a renvoyé le dossier à la commission Politique administrative et judiciaire qui dispose de sept jours pour étudier le dossier.

Selon José Makila, la majorité de députés soutient que les élections dans le Masisi ont été entachées de plusieurs irrégularités. Même si la Cour suprême de justice a validé ces résultats, l'auteur de la motion s'oppose à la validation des mandats de ces députés. Il affirme que ces élus font partie du bureau politique du M23. José Makila a estimé que la validation des mandats de ces députés « consistera à consacrer la balkanisation du pays ».

Les résultats des législatives dans la circonscription de Masisi avaient été annulés par la Cour suprême de justice le 25 avril dernier à cause des irrégularités qui avaient entaché le scrutin dans ce territoire. La Ceni s'étant déclarée incapable de réorganiser ces élections comme le lui avait recommandé la CSJ à cause de l'insécurité qui prévaut dans le coin, les mêmes résultats ont finalement été publiés sur recommandation de la même Cour suprême de justice.

(RDC_20) AFP – 12/11

La discussion sur le budget 2013 devant l'Assemblée nationale de la RDC a tourné à la dénonciation des pratiques gouvernementales et obligé le Premier ministre Augustin Matata Ponyo à répliquer. Ce budget de près de 7.000 milliards de francs congolais (5,9 milliards d'euros) comporte un déficit de plus de 100 milliards (85 millions d'euros) selon des éléments publiés dans la presse.

Dès le début de la discussion en réunion plénière, lundi dernier, le chef du gouvernement a été

mis en difficulté car il n'avait pas rendu les comptes 2011. La majorité, théoriquement acquise au gouvernement, a vacillé jusqu'à ce que le président de l'Assemblée, Aubin Minaku, affirme que la reddition des comptes pouvait suivre et non précéder l'étude du futur budget. Cette épisode a eu un certain retentissement, d'autant qu'au début du mois le parti au pouvoir a connu une défaite cuisante dans deux élections de gouverneurs où ses candidats ont été nettement battus par des partisans de la majorité qui s'étaient présentés en "indépendants", faute d'avoir été adoubés.

Mardi dernier, lors de l'examen du budget, le député Jean Claude Vuemba Luzemba, du Mouvement du peuple congolais pour la République, membre de l'opposition, a mis les pieds dans le plat. "Comment voulez vous moderniser le pays avec un budget si modeste?" a-t-il demandé. Soutenu par plusieurs autres députés, il s'est également interrogé sur les recettes pétrolières, rappelant qu'en 2009 un accord de partage de production avait été signé avec l'Angola qui prévoyait 600 millions de dollars de recettes. Officiellement, cet accord aurait rapporté 9 millions de barils en 2012. Aucune prévision pour 2013 n'a pu être obtenue. D'autres revenus pétroliers n'apparaissent pas non plus, a précisé le député.

Puis, les députés ont tour à tour énuméré les ponts qui sont sur le point de s'écrouler, les routes qui se dégradent dans l'arrière-pays, les lignes à haute tension en attente d'installation et les campagnes de vaccinations qui ne sont faites que par les organisations internationales. Ils se sont aussi inquiétés de la répartition des ressources attribuées aux provinces : sur les 11 provinces, le Katanga, d'où est originaire le président Joseph Kabila, Kinshasa et le Bas-Congo, sont favorisés sans raison apparente, selon eux.

Selon un observateur attentif de la vie politique congolaise, la grogne des députés pourrait aussi être liée au refus du gouvernement d'augmenter leurs salaires. Payés 4.250 dollars (3.350 euros) par mois, ils voulaient rejoindre les sénateurs payés plus de 10.000 USD (7.850 euros). À l'ouverture de la session, la majorité présidentielle a présentée une motion en ce sens qui a été rejetée par le bureau.

Pendant tous ces débats une délégation des fonctionnaires congolais est restée devant le Palais du peuple, le siège de l'Assemblée, pour rappeler que l'accord établissant notamment l'échelle des salaires mensuels de la fonction publique entre 159.000 FC (134 euros) et 1.590.000 FC (1.340 euros) n'était pas appliqué. Ce lundi, le Premier ministre a expliqué aux députés que la masse salariale des fonctionnaires était passée de 12,5 milliards de francs congolais (10 millions d'euros) en 2001 à 891,5 milliards (700 millions d'euros) en 2012 et que le nombre de fonctionnaires était passé pendant la même période de 389.000 à 712.000. Son budget, déclaré recevable par un vote à main levée, a été transmis à la commission des finances.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/12/rdc-lassemblee-nationale-declare-recevable-le-projet-de-budget-2013/>

(RDC_21) RFI – 12/11

Depuis sa cellule, à la Cour pénale internationale à La Haye, aux Pays-Bas, l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba a appelé Kinshasa à « mettre fin à la guerre à l'est » dans une lettre lue, ce lundi 12 novembre, dans la capitale congolaise.

Le message a été lu par Thomas Luhaka, le secrétaire général de son parti, le Mouvement de

libération du Congo (MLC) – deuxième parti d’opposition au Parlement – dans le lequel Jean-Pierre Bemba appelle également à l’unité nationale et à œuvrer pour une véritable démocratie.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/12/rdc-jean-pierre-bemba-appelle-les-congolais-eviter-la-partition-du-pays/>

(RDC_22) Radio Okapi – 13/11

Les députés de l’opposition présents dans la commission spéciale chargée de réfléchir sur la réforme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ont quitté la salle des discussions lundi 12 novembre.

Ils protestent contre le désir des députés de la Majorité présidentielle (MP), plate-forme de soutien au chef de l’Etat Joseph Kabila, d’avoir un nombre plus élevé de représentants au sein du bureau de la Ceni, alors que l’opposition opte pour une représentation égalitaire.

La commission spéciale sur la Ceni est chargée de trouver des compromis sur les trois grands points qui divisent Majorité au pouvoir et opposition, notamment les organes de la Ceni, le nombre de membres de son bureau et la représentation de chaque composante politique au sein de ce bureau.

Justice, Droits de l’homme...

(RDC_23) AFP – 13/11

Le Réseau national des ONG des droits de l’Homme de la RDC (Renadhoc) a annoncé mardi sa décision de se maintenir en tant que partie civile au procès en appel des policiers accusés de l’assassinat en 2010 de Floribert Chebeya, pour saisir éventuellement la justice internationale par la suite.

"Toutes les conditions requises pour un procès équitable et juste" ne sont pas réunies et ce procès "ressemble aujourd’hui à une mise en scène dont le dénouement est connu d’avance", a déclaré lors d’une conférence de presse Fernandez Murhola, le secrétaire général exécutif du Renadhoc. Cependant, Fernandez Murhola estime qu’il est "important de rester partie prenante au procès, en tant que partie civile, et ce jusqu’à l’épuisement des voies de recours au niveau national" pour faciliter "au moment opportun" la saisie d’instances étrangères.

La prochaine audience est prévue le 27 novembre. L’ONG Voix des sans Voix, fondée par Floribert Chebeya et membre du Renadhoc, a annoncé le 7 octobre son retrait du procès pour ne "pas cautionner une parodie de justice" et "contribuer à consacrer l’impunité" en RDC.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/13/rdc-le-renadhoc-se-dit-consterne-de-la-degradation-de-la-situation-des-droits-de-lhomme/>

(RDC_24) AFP – 15/11

Trente-trois militaires, dont 14 sont en fuite, ont été condamnés de 1 à 10 ans de prison ferme pour leur attitude lors de l’attaque début 2011 de l’aéroport de Lubumbashi, a-t-on appris jeudi

de source militaire.

Selon le porte-parole de l'armée au Katanga, le capitaine Bavon Mbav, la cour militaire de Lubumbashi a condamné "33 militaires de la garde républicaine à des peines allant de 12 mois à 10 ans de prison". "Trois militaires de l'armée de l'air ont été acquittés", a-t-il ajouté.

Lors de l'attaque, menée en février 2011, par des rebelles de la Coordination pour le référendum de l'autodétermination du Katanga (Corak), un agent de sécurité a été tué. Les agresseurs ont été repoussés par les forces armées.

Deux haut gradés poursuivis pour "violation des consignes" et "fuite devant l'ennemi" ont été condamnés à 10 ans de prison: le major Dhede Ngoy Lukale - numéro un de la sécurité à l'aéroport au moment de l'attaque - et son adjoint Paul Bageme. Ces deux officiers et les trois militaires acquittés n'étaient pas en fuite.

Les 14 membres de la Garde républicaine condamnés par contumace s'étaient évadés en septembre 2011 de la prison Kassapa, en périphérie de Lubumbashi. Ils avaient profité, avec près de 1.000 autres détenus, de l'attaque d'un "commando armé". "Ils étaient en majorité poursuivis pour violation des consignes mais, selon la loi congolaise, comme ils ont pris la fuite, ils sont d'office condamnés pour désertion simple, soit une peine de 10 ans d'emprisonnement". Les 19 militaires restant ont été condamnés à des peines allant de 1 à 5 ans de prison pour désertion, abandon de poste ou fuite devant l'ennemi.

Après l'attaque de l'aéroport de février 2011, quatre membres du Corak avaient été arrêtés, jugés et condamnés à mort par la cour militaire de Lubumbashi.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/15/attaque-de-laeroport-de-lubumbashi-une-vingtaine-de-militaires-de-la-garde-republicaine-condamnes/>

Économie, Finances...

(RDC_25) Radio Okapi – 9/11

La ville de Mbandaka dans la province de l'Équateur n'est plus desservie en électricité depuis plusieurs mois. La population locale s'en est plainte, ce vendredi 9 novembre. Elle s'offusque du fait que la Société nationale d'électricité (Snel) ne fournit partiellement de l'électricité que lors d'un grand événement ou à l'arrivée d'une autorité à Mbandaka. Pour résoudre cette situation, la Snel demande au gouvernement provincial de payer ses factures.

La plupart des quartiers de Mbandaka ne sont pas desservis en électricité. Pendant la nuit, ils sont plongés dans le noir. Cet état des choses accentue l'insécurité à certains endroits, devenus des repères de bandits.

La population s'en plaint. Seules quelques personnes aisées recourent aux générateurs. Un opérateur économique témoigne que beaucoup d'activités commerciales sont paralysées : « La Snel n'existe que de nom. Nous, opérateurs économiques, sommes pénalisés par ce manque d'électricité. Ceux qui vendent de la bière doivent acheter des blocs de glaces chaque jour. En plus, l'utilisation des groupes électrogènes est à la base de plusieurs incendies ».

Le directeur provincial de la Snel, Denis Tukuzu a expliqué que cette société est en butte à des problèmes techniques. Selon lui, la Snel fonctionne ces derniers temps avec un générateur de 500 KVA, qui est d'ailleurs en panne, alors que la demande de la ville s'élève à 10 mégawatts. « Si nous utilisons le gasoil, il faut que la production soit payante. Mais le Kilowatt/h thermique produit par le gasoil coûte extrêmement cher. Chaque abonné devra payer 2,2 dollars américains par kilowatt heure au moins », explique Densi Tukuzu.

Pour lui, la solution pourrait provenir du paiement des arriérés de factures de consommation d'électricité par le gouvernement provincial. « Le gouvernement provincial doit 168 000 dollars américains à la Snel. Si seulement il payait ne fût ce que 20 000 \$ US par mois, nous pourrions nous débrouiller pour desservir la ville en électricité » ajoute-t-il.

Le ministre provincial de l'énergie, Joachim Agbokuma n'a pas voulu s'exprimer sur le sujet.

Relations extérieures

(RDC_26) AFP – Belga – 12/11

Le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon effectuera de mercredi à vendredi une visite d'Etat en France, où il rencontrera son homologue Jean-Marc Ayrault, plusieurs ministres et des opérateurs économiques, pour discuter des questions de sécurité, d'économie et de démocratie, a-t-il annoncé lundi à l'AFP. Outre le chef du gouvernement français, M. Matata doit rencontrer le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, le ministre des Finances Pierre Moscovici, la ministre déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui et le ministre délégué au développement, Pascal Canfin.

Le Premier ministre congolais va "travailler avec les autorités françaises sur les questions de sécurité, notamment à l'est" de la RDC, en proie à un regain d'instabilité depuis six mois avec la création d'une nouvelle guérilla, le Mouvement du 23 mars (M23), a-t-il précisé.

M. Matata témoignera aussi de "la volonté du gouvernement de consolider le partenariat économique avec la France, en montrant tous les efforts (accomplis) pour stabiliser le cadre macro-économique, pour améliorer le climat des affaires et encourager les investisseurs français à venir" en RDC. Il s'était déjà rendu le mois dernier en Belgique et en Allemagne, avec les mêmes objectifs.

M. Matata va par ailleurs souligner "les efforts pour améliorer les questions liées notamment à la démocratie, liées aux droits de l'Homme, liées à la paix". Quelques jours avant le sommet de la Francophonie mi-octobre à Kinshasa, le président français François Hollande avait qualifié d'"inacceptable" la situation des droits de l'Homme et de la démocratie en RDC. Le président congolais Joseph Kabila avait répliqué que son pays n'était "pas du tout complexé".

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/15/droits-de-lhomme-democratie-climat-des-affaires-la-rdc-realise-des-progres-selon-matata-ponyo/>
<http://www.youtube.com/watch?v=MnBcGtEWZxs>

(RDC_27) AFP – 13/11

Les Etats-Unis ont annoncé mardi qu'ils plaçaient Sultani Makenga, chef des rebelles du M23,

sur leur liste noire des personnes physiques ou morales sanctionnées pour leur participation au conflit en RDC.

Le département du Trésor l'accuse d'être "responsable d'horreurs à grande échelle contre la population en RDC, notamment du recrutement d'enfants soldats et de campagnes de violence contre les civils". Les éventuels avoirs que M. Makenga pourrait détenir aux Etats-Unis sont désormais gelés.

Le ministère affirme également dans un communiqué que M. Makenga a reçu des cargaisons d'armement en violation de l'embargo international sur les armes qui vise ce pays. Les éventuels avoirs que M. Makenga pourrait détenir aux Etats-Unis sont désormais gelés, et la mesure du Trésor expose également à des poursuites pénales les ressortissants américains qui viendraient à commercer avec lui.

L'ONU a de son côté émis à l'encontre de Sultani Makenga une interdiction de voyager et un gel de ses avoirs, l'accusant notamment de meurtres, d'exactions et de violences sexuelles.

"Les nouvelles sanctions prises par les Etats-Unis et l'ONU contre Sultani Makenga montrent que le monde ne restera pas inactif devant les atrocités commises sous ses ordres par le M23", s'est félicitée l'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice, sur son compte Twitter.

(RDC_28) AFP – 14/11

La RDC a jugé mercredi "totalement insuffisantes" les sanctions prises par les Etats-Unis et l'ONU contre le colonel Sultani Makenga, chef militaire de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) que l'armée affronte depuis mai dans l'est du pays. "C'est un bon début, mais c'est totalement insuffisant parce que Sultani Makenga n'a pas inventé cette pseudo-mutinerie qui affecte l'est" même s'il reste un "instrument qui cause beaucoup de tort" et qu'il est "bon qu'il soit sanctionné", a déclaré le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende Omalanga, à l'AFP.

"Il est bon qu'on aille jusqu'aux sources, c'est-à-dire au Rwanda. Il y a des noms qui sont autrement plus importants, beaucoup plus décisifs, beaucoup plus dangereux pour les populations du Kivu que Sultani Makenga. Je pense par exemple au ministre rwandais de la Défense" (James Kabarebe, ndlr), a souligné M. Mende.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/14/rdc-sanctions-contre-sultani-makenga-le-gouvernement-pas-totalement-satisfait/>

(RDC_29) AFP – 14/11

Le colonel Sultani Makenga, chef militaire de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), qui combat l'armée régulière dans l'est de la RDC, a déclaré mercredi à l'AFP qu'il était "innocent" des exactions dont l'accusent les Etats-Unis et l'ONU, qui ont pris des sanctions contre lui.

"Je suis innocent. Je n'ai pas de problème", a-t-il dit au téléphone en riant, estimant que les experts de l'ONU ne disposaient pas de bonnes informations.

(RDC_30) Radio Okapi – 15/11

La RDC n'est pas encore convaincue de rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda pour rétablir la paix dans la région de grands lacs, a déclaré jeudi 15 novembre le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende. Il estime que les agresseurs se réservent de commettre certains crimes parce que Kinshasa maintient encore le contact avec Kigali, accusé de soutenir les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) qui opèrent depuis le mois de mai dans l'Est du pays.

« Croyez-moi que si le simple fait de rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda pouvait automatiquement mettre fin aux souffrances qu'endurent notre peuple, nous l'aurions fait depuis belle lurette. Mais je ne crois pas que ce simple fait de rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda soit de nature à mettre fin à la souffrance de nos populations », a affirmé Lambert Mende.

Le porte-parole du gouvernement congolais a plutôt indiqué qu'il est important de maintenir « un contact minimal » avec le Rwanda pour empêcher les agresseurs de commettre « certains actes ». « Il y a des actes que les agresseurs n'osent pas poser parce qu'il y a encore ce contact minimal bien sûr. Il y a encore moyen d'exercer des pressions même par d'autres pays qui partagent avec nous ces réunions à la CIRGL [Conférence internationale pour la région de grands lacs] pour obtenir de leur part la fin de ces aventures criminelles », a dit Lambert Mende.

Plusieurs couches sociales, notamment des ONG des droits de l'homme, des enseignants et des personnalités politiques exigent la rupture des relations diplomatiques avec le Rwanda que les Nations unies accusent d'apporter une aide militaire, politique et logistique aux rebelles du M23.

RWANDA

Relations extérieures

(RWA_1) Reuters – 9/11

Western donors must lift an aid freeze on Rwanda, imposed over its alleged support for Congo rebels, to avoid damaging its economy and causing a new crisis in the region, the head of the African Development Bank (AfDB) said.

Rwanda, which relies on donors for about 40 percent of its budget, has recorded robust growth rates in recent years on the back of increased investments and consumption. But the Central African country's Finance Minister John Rwangobwa said last week the economy could take a hit after Washington, Berlin and other donors suspended some of their aid over accusations Rwanda was backing M23 rebels fighting in eastern Congo.

Aid to Rwanda should resume "as soon as possible and that means yesterday," said AfDB president Donald Kaberuka who is Rwandan. "The damage could be significant and the cost of recovery even higher," Kaberuka told Reuters in an interview on Thursday, adding the cutting of aid flows could create a crisis in the region. "There is no reason whatsoever to create an economic crisis in the Great Lakes because that would impact on all the countries in the Great Lakes."

The economies in the region are closely linked and any slowdown in Rwanda could hit cross-border trade with Burundi and other neighbors.

Kaberuka said the aid cuts risked reversing development in Rwanda's health, education and other social sectors, achieved as the country tries to recover from the 1994 genocide.

(RWA_2) BBC – 10/11

Des responsables religieux rwandais réfutent dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations unies Ban Ki Moon le contenu du rapport des experts de l'ONU, accusant Kigali de soutenir la rébellion du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo.

Dans une interview accordée à la BBC, les représentants des communautés catholique, musulmane, protestante et évangéliste souhaitent que les rapporteurs onusiens analysent en profondeur les causes de la guerre dans l'est de la RDC qui remontent, selon eux aux années 60. Ils doutent également de l'intégrité des experts, ainsi que de la méthodologie employée pour établir le rapport.

Ces religieux estiment que les Congolais sont eux-mêmes responsables de ce qui se passe dans cette partie de leur pays.

Lire aussi sous :

<http://allafrica.com/stories/201211110060.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/11/m23-les-chefs-religieux-rwandais-doutent-de-la-credibilite-du-rapport-de-lonu-accusant-leur-pays/>

Lire le rapport final du Groupe d'experts des N.U. sous :

<http://www.jambonews.net/actualite/C3%A9/20121114-exclusif-rdc-fuite-de-lintegralite-du-rapport-final-de-lonu-document/>

(RWA_3) Belga – 11/11

Le Belgique a virtuellement suspendu sa coopération militaire avec le Rwanda, mis en cause par des experts de l'ONU pour son soutien à une rébellion active dans l'est de la RDC, a-t-on appris dimanche de sources gouvernementales.

La Belgique et le Rwanda ont conclu en 2004 un programme de partenariat militaire (PPM), portant principalement sur la formation de militaires rwandais - dont certains suivent les cours d'officier au sein de l'Ecole royale militaire (ERM) à Bruxelles - ainsi que sur le sport, la recherche et la collaboration en ce qui concerne les grands brûlés. En mai dernier, deux militaires belges ont ainsi été envoyés à l'hôpital militaire de Kigali pour une durée de huit semaines afin d'y assister les spécialistes en médecine tropicale.

Mais Kigali a été mis en cause pour son soutien au Mouvement du 23 mars (M23). Selon des experts de l'ONU, le M23 est soutenu par le Rwanda et l'Ouganda voisins, qui démentent ces accusations. La Belgique a dès lors décidé de suspendre sa coopération militaire avec le Rwanda, ont indiqué les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders et Pieter De Crem.

Les dernières formations qui devaient encore être dispensées en Belgique en 2012 et qui relevaient du domaine médical ont été supprimées. Aucune nouvelle activité avec le Rwanda n'a été planifiée dans le cadre du PPM pour l'année 2013, a précisé M. De Crem, mercredi en commission de la Chambre. Il a toutefois souligné que "le fait de suspendre des activités de formation s'échelonnant sur cinq ans pour les élèves rwandais à l'Ecole royale militaire ne semble pas opportun et pourrait avoir des effets contre-productifs".

M. De Crem a assuré ne plus avoir eu de contact avec son homologue rwandais (le général James Kabarebe) depuis la publication du rapport des Nations unies. Le ministre rwandais de la Défense est directement mis en cause dans le dernier rapport d'experts de l'ONU, qui va jusqu'à affirmer qu'il commande "de facto" la rébellion du M23.

Le chef de la diplomatie belge, Didier Reynders, a confirmé dimanche que la suspension de la coopération militaire avec le Rwanda résultait d'une concertation avec son collègue de la Défense. "On ne va pas former des militaires qui pourraient contribuer à la déstabilisation" de la RDC, a-t-il affirmé à l'agence BELGA, ajoutant que la question des sanctions envers Kigali serait examinée le 19 novembre par les ministres européens des Affaires étrangères.

Lire aussi sous :

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/13/rdc-la-societe-civile-salue-la-suspension-de-la-cooperation-militaire-entre-la-belgique-le-rwanda/>

(RWA_4) National Times – 12/11

Former (Australian) federal Greens leader Bob Brown has been banned from entering Rwanda after the African nation's government cited "contradictory messages" in his visa application. Dr Brown received approval on October 30 to travel to the war-torn African nation to support the local Greens party. He was to depart today before the government's reversal on Sunday.

"This is very unfortunate, not just for the Greens in Rwanda, but for democracy in a country where political opposition is not wanted by the government of President [Paul] Kagame," Dr Brown said on Sunday. "I will continue to support the Rwandan Greens and to work for people pursuing democracy under far more difficult circumstances than we experience in Australia."

Dr Brown said he feared for the safety of members of the Democratic Green Party in Rwanda. Party deputy leader Andre Kagwa Rwisereka was found beheaded in 2010 and his killing remains unsolved.

"The last Greens conference was broken up violently with men wielding sticks and some people's arms and legs were broken," Dr Brown said. "The journalist who reported on, and indicated that the government was involved in the break-up of that Greens conference was shot, so it's very tough going." "This is a test for the Commonwealth, whether President Kagame is going to be taken on."